

Nous pensons que les enjeux auxquels nous faisons face nécessitent la mise en place d'un **cadre réglementaire contraignant** pour les éditeurs de site Web (à l'image des réglementations RGAA et RGPD).

La mise en place d'une obligation de ce type nécessite la construction d'un nouveau RGEN assorti d'une **grille d'évaluation**.

Si nous sommes bien conscients que la plupart des bonnes pratiques de sobriété ne sont pas « visibles » sur le produit final (puisqu'elles visent à ne pas produire de fonctionnalités inutiles), des critères plus techniques pourraient quant à eux être évalués :

- Sous forme d'un taux de conformité (à l'image de RGAA),
- Sous forme d'un éco-score très lisible pour l'internaute (à l'image d'un DPE),
- Sous forme d'un équivalent carbone (gCO2)

Nous pensons que le nouveau cadre RGEN doit mieux prendre en compte la notion de **cycle de vie**, la **multiplicité des impacts** (énergie, eau, ressources abiotiques, etc.) et proposer une forme de **priorisation** ou une **pondération** des critères. *(A titre d'exemple, si on considère que l'impact environnemental du numérique est principalement porté par la production de matériel, la compatibilité avec du matériel plus ancien ou plus modeste devrait être une priorité absolue)*

Pour définir les nouvelles règles du RGEN et construire une priorisation réaliste, il est indispensable de disposer d'études précises des relations de cause à effet entre chaque pratique de développement Web et ses impacts environnementaux (individuels) à chaque étape du cycle de vie.

Il est nécessaire de disposer d'outils de mesure précis :

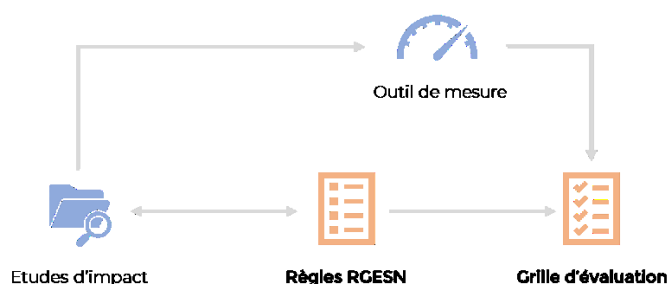
- Qui ne sous-estiment pas les impacts (pour inciter à l'action),
- Qui ne les sur-estiment pas (pour ne pas décourager),
- Et qui considèrent l'aspect multi-critères de l'impact (et par uniquement par le prisme de l'énergie/GeS)

Les études que nous avons menées montrent qu'il n'y a **pas de consensus scientifique sur la mesure** de l'impact d'un site ou d'une application Web *(par exemple, le 1-byte-model du shift project, Green IT Analysis de greenit.fr ou encore CO2.js donnent des scores très différents sur un même site Web)*.

C'est un **verrou** qu'il faudra lever.

Chaque règle du nouveau référentiel et son niveau de priorité devraient être justifiés par une estimation de l'impact réel.

Nous pensons qu'en parallèle de ce nouveau référentiel, les services de l'état devraient travailler sur une harmonisation des outils d'évaluation (en proposant un modèle de référence le plus précis possible ou une labellisation des modèles existants).



En résumé, nous avons la conviction que les règles du nouveau référentiel RGESN (et les critères d'évaluation associés) doivent être justifiées par des outils et des études les précis possibles.

Il serait souhaitable que le nouveau référentiel expose une bibliographie des études qui justifient chaque critère pour favoriser l'adhésion par l'ensemble des acteurs de la filière numérique.

L'équipe « Numérique Responsable » de Conserto se tient à disposition du groupe de travail RGESN si vous souhaitez échanger avec nos experts.

Boukhalfa ZAHOUT,

Dr. en informatique et en mathématiques appliquées, spécialiste de l'évaluation de l'impact du numérique

Raphaël THEBAUD,

Expert de la conception et du développement Web, animateur numérique responsable

Benoit Prieur,

Responsables grands comptes, animateur numérique responsable